

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 90.611 du 30 octobre 2000

A.86.124/VIII-1480

En cause : **DERESE** Claude,
ayant élu domicile chez
Me Philippe VANDE CASTEELE, avocat,
drève des Renards 6, bte 8
1180 Bruxelles,

contre :

l'Etat belge, représenté par
le Ministre de la Défense.

LE CONSEIL D'ETAT, VIII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 16 août 1999 par
Claude DERESE, qui demande l'annulation :

1. de la décision du 20 novembre 1997 rejetant la demande
introduite le 26 septembre 1997 d'octroi d'un retrait
temporaire d'emploi par interruption de carrière -
mesure temporaire (en abrégé RTEIC(T)) avec effet au
1^{er} janvier 1999;
2. du refus de retirer cette décision et de statuer par
une nouvelle décision sur ladite demande de RTEIC(T);

Vu l'arrêt n° 83.129 du 26 octobre 1999 rejetant
les demandes de suspension et de mesures provisoires;

Vu la demande de poursuite de la procédure intro-
duite par le requérant;

Vu les mémoires en réponse et en réplique régulièrement échangés;

Vu le rapport de M. HERBIGNAT, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu l'ordonnance du 26 mai 2000 ordonnant le dépôt au greffe du dossier et du rapport;

Vu la notification du rapport aux parties et le dernier mémoire du requérant;

Vu l'ordonnance du 26 septembre 2000, notifiée aux parties, fixant l'affaire à l'audience du 27 octobre 2000;

Entendu, en son rapport, M^{me} GEHLEN, conseiller d'Etat;

Entendu, en leurs observations, Me N. HOUSSIAU, loco Me VANDE CASTEELE, comparaissant pour le requérant, et le lieutenant-colonel R. GERITS, administrateur militaire, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. HERBIGNAT, auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le requérant a sollicité le bénéfice d'un retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière - mesure temporaire (RTEIC(T)) à partir du 1^{er} janvier 1999; qu'un refus a été opposé à sa demande le 20 novembre 1997; que par lettre recommandée du 19 août 1999, le requérant a invité le Ministre à retirer son refus et à lui accorder la mesure demandée avec effet au 1^{er} janvier 2001 ou, accessoirement, au 1^{er} janvier 2000; que la

décision de refus a été retirée par le Ministre le 17 septembre 1999;

Considérant que la décision du 17 septembre 1999 rend le recours sans objet; que, compte tenu des circonstances de la cause, il y a lieu de mettre les dépens à charge de la partie adverse,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Il n'y a plus lieu de statuer.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 14.000 francs, sont mis à charge de la partie adverse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente octobre deux mille par :

M.	GEUS,	président de chambre,
M ^{me}	DAURMONT,	conseiller d'Etat,
M ^{me}	GEHLEN,	conseiller d'Etat,
M.	SCOHY,	greffier assumé,

Le Greffier ass.,

Le Président,

G. SCOHY.

J.-Cl. GEUS.